

---

## La gouvernance économique mondiale depuis 1975

---

### Introduction :

L'année 1975 correspond à la naissance du G6 (= réunion des 6 pays démocratiques les plus industrialisés = les EU+ le Japon+ 4 pays européens : France-RFA\*-Italie-Royaume-Uni= réunion des économies les plus développées/ l'année suivante, le Canada se joint à eux, donc G7).

Il s'agit de la première manifestation d'une forme de « gouvernance mondiale », qui oblige les grandes puissances à des négociations multilatérales pour trouver des solutions aux problèmes économiques.

Aujourd'hui, le G6 est devenu G20. Quelle est la logique de cette nouvelle gouvernance ? Quel est son bilan ?

Dans une première partie, nous verrons que le G6 est une réponse à un contexte de crise, qui marque la fin d'un monde (celui des trente Glorieuses et du « système Bretton wood ») ; dans une seconde partie, nous étudierons l'évolution de cette gouvernance depuis 1991 (la fin d'un autre monde : celui de la guerre froide).

## 1- Une naissance dans un contexte de crise :

### a- Les années 70 : un changement de climat économique

➤ Le G6 entérine la fin de l'ordre économique et financier mis en place au lendemain de la seconde guerre mondiale sous l'impulsion des EU tout puissants et avec l'accord d'une Europe à reconstruire et menacée par le communisme. Jusque dans les années 70, l'architecture économique et financière mondiale s'organisait de la manière suivante :

- un système monétaire international reposant sur des parités fixes et **une monnaie de référence le dollar**- seule monnaie convertible en or,
- des institutions internationales: **le FMI** a pour mission de garantir la stabilité financière, en prêtant de l'argent aux pays en difficulté, **la banque mondiale** a pour but d'aider les pays pauvres par des prêts, des conseils,
- enfin le GATT se charge de lutter contre les barrières douanières pour développer le commerce international.

➤ Dans les années 70, ce système se dérègle pour plusieurs raisons :

- les EU sont toujours la première puissance économique mais ils ne sont plus aussi puissants (fin de la convertibilité du dollar en or par Nixon dès 1971, dévaluation en 1973),
- les « chocs pétroliers » (1973 et 1979) entraînent un déficit commercial des Etats et de l'inflation,
- les premières vagues de délocalisation avivent la concurrence internationale. D'autant que le taux d'équipement des ménages européens arrive à saturation et que les avantages salariaux acquis grèvent les coûts de production.

En 1976, **les accords de la Jamaïque actent cette nouvelle donne** : c'est la fin des parités fixes, la valeur des monnaies « flotte » en fonction du marché... c'est le début de l'instabilité monétaire, la fin des Trente Glorieuses et du plein-emploi.

## b- Les conséquences :

- **Les Etats occidentaux sont en difficulté** : le chômage augmente tout comme les déficits, les avantages sociaux obtenus par les salariés coûtent chers aux entreprises, la concurrence internationale est vive dans un cadre libre-échangiste. Comment créer de l'emploi ?
- **Les idées néolibérales gagnent en influence** : les EU de Reagan et le RU de Thatcher mènent des politiques caractérisées par la volonté de désengager l'Etat de la vie économique (le début des privatisations, de la déréglementation), réduction des avantages sociaux des salariés, flexibilité de l'emploi... Il s'agit à la fois de faire baisser les impôts et de « laisser faire le marché » pour retrouver du dynamisme.
- **L'ère du keynésianisme est finie**... ce climat de dérégulation, accompagné par une montée en puissance des FTN, l'impuissance des Etats à faire baisser le chômage conduit à remettre en question l'idée même d'Etat comme échelon pertinent de gouvernement. Comme le déclare Reagan lors de son discours d'investiture « l'Etat n'est pas la solution, c'est le problème ».
- Dans les pays du Sud, certains **pays en développement**, comme le Mexique en 1982 et l'essentiel des pays d'Amérique latine durant la décennie 1980, voient leur dette exploser et doivent subir les politiques **d'ajustement structurel** (PAS) du FMI, qui applique le paradigme libéral : baisse des dépenses de l'Etat et ouverture à la concurrence étrangère en échange de nouveaux prêts. Ces PAS entraînent une augmentation de la pauvreté et de la violence.
- Le G7 prend l'habitude de se réunir mais on ne peut pas parler de gouvernance mondiale, dans la mesure où ne se dégage de convergence politique : en dehors de la fièvre néolibérale qui saisit conjointement les gouvernements britanniques et américains, les autres Etats poursuivent leur recette classique (« stop and go » en France, ordolibéralisme en RFA...)

## 2- La gouvernance mondiale depuis 1991 :

### a- La fin de la guerre froide consacre le libéralisme et la financiarisation

- En 1991, l'URSS cesse d'exister : le contre-modèle idéologique disparaît. C'est la victoire du modèle libéral
- Cela se concrétise par **une accélération de la mondialisation**. Le commerce international augmente considérablement pour plusieurs raisons : la diffusion de la révolution **internet** associé à la **déréglementation** permettent aux IDE de s'investir où bon leur semble, le remplacement du GATT par l'**OMC** (organisation mondiale du commerce, dont les domaines sont plus larges : l'agriculture, l'éducation...), auquel adhère d'ailleurs les anciens pays communistes comme l'URSS et surtout la Chine.
- Cette accélération de la mondialisation modifie le paysage économique mondial : il encourage les **regroupements régionaux** (ALENA-UE-ASEAN...) et provoque un enrichissement des ex-pays du tiers-monde (**multiplication des pays émergents** et notamment des « célèbres » BICS-Brésil, Inde, Chine, Afrique du Sud)
- Mais ce nouvel environnement économique se traduit également par des crises financières à répétition (en 1994, crise mexicaine, en 1997 crise en Asie du sud-est, qui se diffuse à la Russie et à l'Amérique latine). **A chaque fois, le FMI intervient pour sauver les économies menacées. On reste donc dans une logique d'intervention des Etats le plus puissants via les institutions internationales mises en place après 1945.**

## b- Vers un nouveau modèle ?

- Cette succession de crise entraîne la création du G20 en 1999
- Le **Groupe des vingt (G20)** est un groupe composé de dix-neuf pays et du président de l'UE. Il représente plus des 3/4 du commerce mondial, plus de 90% du PIB mondial.
- Il semble dessiner un nouveau modèle de gouvernance, dans lequel on retrouve à la fois des chefs d'Etat de pays du Nord et du Sud (on compte 10 pays émergents), des organisations régionales (l'UE) et des directeurs d'institutions financières centrales (directeurs des banques centrales). Il a pour but de favoriser le dialogue et la concertation entre des acteurs politiques et des « techniciens institutionnels », incarnant les rapports de force de l'économie mondiale actuelle.
- Lors de la crise financière de l'automne 2008 (amorcée par la crise américaine des subprimes de 2007) qui a touché tous les pays du monde, en particulier en Europe où plusieurs institutions financières ont été sauvées par l'intervention des États et des banques centrales, c'est-à-dire avec de l'argent public... le G20 a lancé des études, dessinant une nouvelle architecture financière mondiale (surveillance des grandes sociétés financières et l'encadrement du risque...). En 2009, lors du sommet de Londres, les fonds du FMI et de la BM ont été augmentés, tandis que la lutte contre les paradis fiscaux s'est concrétisée par une liste de sanctions contre « les places financières non coopératives ») mais... dès le sommet suivant, à Pittsburgh la même année, la volonté de réguler la finance a rencontré des réticences, notamment de la part des EU et du RU, deux puissances financières soucieuses de défendre leur compétitivité...
  - il existe cependant d'autres acteurs susceptibles d'influer sur la gouvernance économique : de très nombreuses associations altermondialistes ou humanitaires, mais aussi des syndicats (Solidaires, FSU, CGT), et des organisations politiques.
  - Lors du forum social mondial de Dakar en février 2011, ils ont lancé « l'appel de Dakar à la mobilisation face aux G8 et G20 » qui affirme :
- « Le G20 est constitué de 20 pays parmi les plus riches au mépris de tous les autres. Il s'est autoproclamé garant de la stabilité économique et financière mondiale au lendemain de la tempête financière de 2008, mais n'a en rien protégé les peuples de cette grande crise. Au contraire, il a maintenu la dictature de la finance qui déploie son emprise sur tous les aspects de notre existence.... Par son action, il renforce les acteurs et les mécanismes à l'origine de ces crises, tout en faisant payer la note aux citoyens. ».

### Conclusion :

Depuis 1975, la gouvernance économique est devenue plus instable, car le système financier mis en place après 1945, reposait sur la toute puissance économique et financière des EU et sur une régulation étatique dans un contexte de guerre froide. La mondialisation et l'influence des idées néolibérales ainsi que la fin de la menace communiste ont contribué à affaiblir le rôle des Etats. Cela s'est traduit par un indéniable dynamisme économique mondial mais également par de nombreuses crises financières.

La gouvernance, qui s'est improvisée dans ce nouveau contexte repose toujours sur l'action des Etats, très réactifs car conscients de leur interdépendance, dans le cadre d'institutions datant de l'après-guerre (le FMI) mais également dans le cadre d'institutions nouvelles comme le G20, actant les nouveaux rapports de force mondiaux, qui incluent les pays émergents. Ainsi que sur des ONG, qui font pression sur les décideurs.

Il demeure que la stabilité du système économique et financier n'est toujours pas garantie, les tensions politiques commencent à monter dans les sociétés occidentales et la pauvreté des pays du sud reste une réalité.